

Les univers d'investissement attractifs des marchés européens

La victoire d'Emmanuel Macron met un terme à une campagne présidentielle au cours de laquelle il n'y a aucun débat sur les sujets qui concernaient l'avenir de la France. L'effondrement du Parti Socialiste, la performance médiocre des Républicains a permis à l'extrême droite de Le Pen et à l'extrême gauche de Mélenchon de réaliser des scores impressionnants, montrant à quel point, presque la moitié des français ignorent le fonctionnement de base de l'économie. Dans un tel environnement, on peut s'estimer presque satisfait d'avoir un nouveau président de la république qui pourrait réaliser son programme, qui n'est pas aussi libéral que nous aurions pu le souhaiter, mais qui va dans la bonne direction. Il lui faudra une majorité à l'assemblée. Pour le moment cela a l'air possible dans le cadre d'une recomposition complète de l'échiquier politique.

Le nouveau premier ministre Edouard Philippe devra trouver des solutions pour traiter la grande fracture française qui n'est plus tant entre la gauche et la droite qu'entre les classes dominantes indifféremment de droite et de gauche et les classes moyennes.

Il faudra mettre également un terme aux impostures de l'histoire contemporaine où la gauche est toujours parée de toutes les vertus alors que la droite est pratiquement toujours couverte d'opprobre.

Il faudra avoir enfin le courage de faire de la pédagogie pour réhabiliter les idées libérales qui ont servi de bouc émissaire à la crise de 2008.

Ce qu'il reste de la droite, devra cesser de compter en permanence sur l'Europe pour encadrer un peuple ingouvernable. Tant qu'elle le fera cela lui enlèvera sa base de légitimité face aux dérives de l'égalitarisme de gauche ...

Autant dire que la partie n'est pas gagnée, mais souhaitons tout de même le succès à la nouvelle équipe qui va gérer la France

Cette perspective nous permet de revenir à la raison d'être de cette chronique, qui consiste à essayer d'identifier les pays, les secteurs, les thèmes qui pourraient avoir une croissance supérieure à celle de l'économie. Commençons cette semaine par l'Europe. Nous passerons en vue dans les semaines suivantes

En Europe, on est entré dans un cycle de reprise des résultats des entreprises. La plupart des investisseurs considèrent que le risque politique en France est passé et qu'il n'y a aucune raison particulière de s'inquiéter sur l'issue des prochaines élections allemandes qui devraient être favorables à madame Merkel. Pour eux qui souhaitent augmenter dans leur portefeuille le pourcentage alloué aux valeurs européennes voilà quelques idées que nous présentons sous la forme d'univers d'investissement qui paraissent attractifs.

Les sociétés européennes ont souvent été malmenées depuis 2008 dans de nombreux secteurs. Certaines ont déjà entamé leur retournement mais le mouvement n'est probablement pas terminé pour les banques : **Santander, BNP Paribas, Unicredit**; l'assurance: **Mapfre, Allianz**; la sidérurgie : **Salzgitter, Arcelor Mittal**; l'électricité : **EDF, Enel, Iberdrola, e.on** ; le travail temporaire: **Adecco, Synergie**; les matériaux de construction: **CRH, Italcementi**; la chimie: **AKZO Nobel, Solvay**; la consommation cyclique avec : **Peugeot, Renault, Bénéteau**; les télécommunications : **Telefonica**.

Les sociétés européennes du secteur de la défense sont un autre univers d'investissement qui devrait profiter de la nécessité d'augmenter partout les budgets de défense pour tenir compte d'un contexte géopolitique international beaucoup plus tendu. Les sociétés concernées sont les suivantes : France: **Airbus, Dassault Aviation, Safran, Thales**; Italie: **Leonardo** (ex Finmeccanica) ; Grande Bretagne : **BAE Systems, Cobham, Meggitt** (Typhoon , Rafale, F18 et Boeing 787, Airbus A380), **Ultra Electronics**> (surveillance des sites nucléaires et des aéroports), **Chemring** (munitions, contremesures)

Les sociétés exportatrices françaises qui réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaire en dehors de l'Europe font partie des thèmes d'investissement que l'on peut retenir. L'univers d'investissement comprend les sociétés suivantes :

Alstom, Arkema, Casino Guichard, Dassault Systemes SA, Edenred, Essilor International, Hermes International, Kering, Lafarge SA, L'Oreal, LVMH, Michelin, Pernod Ricard SA, Publicis Groupe, Remy Cointreau, Rubis , Safran SA, Sanofi, Schneider Electric SA, BIC , Sodexo.

Les sociétés dans lesquelles l'Etat possède une participation sont susceptibles d'être vendues au moins en partie pour assurer des recettes supplémentaires, au moment où il convient de ramener le déficit budgétaire dans les clous. L'autre raison est de mettre fin au rôle souvent ambigu de l'Etat actionnaire qui est très souvent un mauvais gestionnaire. Parmi les sociétés concernées figurent : **EDF, ADP, Engie, Thales, Safran, Alstom, Air France KLM, Renault, Peugeot Citroën, Orange, Airbus** et bien évidemment **Areva**

Les sociétés exportatrices allemandes qui réalisent plus de 50% de leur chiffre d'affaires en dehors de l'Europe vont continuer de profiter des excellentes performances à l'exportation de l'industrie allemande. Les sociétés concernées sont les suivantes :

Adidas, Bayer, Bayerische Motoren Werke, Brenntag, Daimler, Fresenius Medical Care, Fresenius SE, CEA Group, Hannover Ruck, Heidelberger Cement, Infineon, K+S, Lanxess, Linde, Merck KGAA, MTU Aero Engines, Osram, Porsche, SAP, Software AG, Symrise, Thyssenkrupp.

Certaines sociétés espagnoles profitent du retour de la croissance dans une économie qui a fait beaucoup d'efforts de restructuration qui lui ont permis d'améliorer beaucoup la compétitivité de ses entreprises. Elles offrent aussi souvent une exposition à l'Amérique du sud. Parmi les sociétés intéressantes on peut citer : **Banco Santander, Banco Vizcaya Argentaria, Telefonica, Inditex, Amadeus, Caixabank, Iberdrola, Repsol, Aena, Abertis.**

La semaine prochaine nous traiterons du problème de la Grande Bretagne et des Etats Unis dont les perspectives boursières sont moins claires que celles de l'Europe